

Obligation

Comme cela était prévu, des variants du SARS-CoV2 apparaissent régulièrement et doivent être surveillés. Le dernier en date, le variant Delta est plus contagieux mais heureusement n'entraîne que très peu de cas graves chez les personnes vaccinées.

Face à cette situation, le gouvernement attise de nouveau la peur et plutôt que de développer une stratégie globale, notamment en ce qui concerne la vaccination, cible les soignants en menaçant de leur imposer une obligation de vaccination. Certes, le taux de vaccination des soignants reste en deçà de ce qu'il faudrait, notamment dans les EHPAD, mais la solution est-elle de stigmatiser et de culpabiliser les soignants ?

Si nous voulons être efficaces, c'est l'ensemble de la population qu'il faut cibler. Or le problème de la faiblesse de la couverture vaccinale ne concerne pas que les soignants. Il existe notamment de très fortes disparités géographiques qui motiveraient un traitement prioritaire. Ainsi la population du 93 accuse un retard de près de 15 % par rapport au 92 pour la 1ère dose et de 10 % pour la 2e dose, y compris chez les personnes âgées.

Alors oui, il faut accélérer la vaccination, mais pour toute la population.

La deuxième question est de choisir entre incitation et obligation. Au regard de la situation sociale explosive chez les personnels de santé, il est certain que l'incitation est préférable. Il est nécessaire par ailleurs, de faciliter les circuits pour rendre la vaccination beaucoup plus facile qu'aujourd'hui, notamment en mettant à disposition les doses dans les services pour que les soignants se vaccinent entre eux. C'est ce que nous avons fait ces dernières années pour la grippe saisonnière avec un certain succès. Par ailleurs, si obligation il y a pour les soignants, il doit y en avoir une aussi pour le gouvernement en termes de moyens. Car au-delà de la vaccination, les conditions de travail en sous-effectifs notamment dans les EHPAD augmentent les risques de non-respect des gestes barrières, autre mesure dont l'efficacité est prouvée.

Alors que le gouvernement oblige à un encadrement d'un soignant pour un résident en EHPAD comme nous le demandons depuis des années !

Dr Christophe Prudhomme

Mercredi 6 juillet 2021